

Edito : Sur la sécurité

Les sondages portant sur les inquiétudes des français ont beau se multiplier, se succéder, leurs résultats restent invariablement les mêmes depuis plusieurs mois si ce n'est plusieurs années : les principales préoccupations des français ont trait à leur sécurité.

Et ce n'est certainement pas l'actualité anxiogène du moment qui démentira ce que tout individu normalement constitué observe chaque jour au gré de ses infortunes diverses : le pays, notre pays, notre belle Nation millénaire ne nous protège plus, empêtré dans sa déliquescence, son délitement avec, à son terme, sa fin programmée par les bureaucrates bruxellois et une Europe Von der Leyenisée plus que de raison.

Mais après tout, n'avons-nous pas été avertis de ce changement de paradigme par les mêmes personnalités politiques qui ont largement contribué à cette douloureuse situation dans laquelle nous sommes irrémédiablement plongés : fini l'Etat-providence ! Fini ce concept d'un Etat social (qui remonte au Second Empire tout de même) et soucieux, pardonnez-moi cet outrage, de se préoccuper davantage de l'intérêt de chaque citoyen et de l'[intérêt général](#). Rappelons à nos chers laïcards et autres bouffeurs de curés, que l'expression « Etat-providence » trouve son origine dans la doctrine sociale de l'Eglise et est donc catholique. Bref...

Allez, je vais me faire taquin. Si plusieurs hommes politiques de droite comme de gauche (aie ce sont les mêmes) ont, sur le ton docte que nous leur connaissons bien, fustiger l'ineptie de poursuivre dans cette voie, celle de l'intérêt général et du Bien Commun, j'ai retenu pour l'occasion un nom qui j'en suis certain, va vous plaire : Bruno Lemaire.

Nous n'évoquerons pas ensemble ces écrits licencieux qui, si ma mémoire ne fait pas défaut, portaient sur une histoire de renflement plus ou moins sombre... Comprenne qui pourra. (C'est tout de même incroyable ce que les différents trous, qu'ils soient de la sécu ou budgétaire, peuvent faire dire (et là en l'occurrence écrire) à des gens pourtant bien élevés.)

Bon, j'imagine qu'il fallait lire entre les lignes...

Revenons à nos moutons. Bruno, donc, grand argentier devant l'éternel, grand dépensier surtout, pérorait en mars 2024 sur l'antenne d'Europe 1 et annonçait sans rire son souhait ardent « de mettre fin à l'Etat-providence à la Française ».

Sans rire...

Car franchement venant d'un homme ayant claqué au bas mot 1000 milliards d'euros en moins de temps qu'il ne faut pour changer de gouvernement, il y a de quoi être estomaqué. Selon sa dernière intervention radiophonique, histoire de se dédouaner de cette gabegie et faire participer les copains, notre pornographe macroniste relate d'une façon peu amène combien ceux qui lui reprochent aujourd'hui son côté dispendieux étaient à l'époque du COVID nombreux à lui demander de dépenser encore un peu plus...

Bref...

Alors en quoi l'abandon de l'Etat-providence est-il de nature à nous inquiéter, nous autres, simples citoyens d'une plèbe certes toujours plus nombreuse mais surtout de plus en plus menaçante envers cette classe politique privilégiée ?

Vous l'aurez compris, l'insécurité dont souffrent les français se décline à l'envi dans bien des secteurs :

-

- violences physiques, incivilités, agressions certes traduisant là le délabrement moral d'une population en quête de repères mais surtout l'impossibilité de plus en plus évidente d'un « vivre-ensemble » entre communautés, entendue par certains comme le moyen le plus sur d'affirmer sa supériorité
- mais aussi insécurité sociale avec la perte progressive de cette protection incarnée par ce fameux Etat-providence que le monde entier nous enviait, protection dont on nous dit qu'elle serait devenue trop chère, responsable du trou abyssal notamment de la sécurité sociale... Tout en occultant les errements de gestion et d'administration depuis de nombreuses années illustrés par cette estimation effrayante de 13 milliards d'euros par an de fraude social en tout genre : carte vitale, médicaments, arrêts maladie etc...
- injustice fiscale aussi quand nous apprenons, effarés, que les grandes multinationales ne payent que 15 % quand dans le même temps, pour reprendre une expression chère à notre Mozart de la finance, les PME en paye 23 %. Quand dans le même temps, l'Europe favorise le dumping fiscal entre pays, quand l'absence de frontières et donc de contrôle encouragent la concurrence déloyale vis-à-vis de nos entreprises.
- Insécurité alimentaire quand nous ne savons même plus ce qu'il y a dans nos assiettes. Et que nous nous étonnons, cocufiés que nous sommes par cette industrie agro-alimentaire, de la généralisation des cancers sous toute ses formes, et à tous âges.
- Insécurité économique en raison notamment d'un pouvoir d'achat diminué, d'une précarité dans le travail accentuée par la généralisation de l'auto-entrepreneuriat, véritable cheval de Troie contournant les règles du code du Travail. Insécurité économique aussi quand depuis trois ans maintenant, les records de défaillance d'entreprises affaiblissent toujours davantage notre tissu industriel

Nous pourrions continuer à égrener cette insécurité en évoquant le symbole même de la protection pour un peuple : son armée.

Elles sont bien loin les années de gloire et d'audace d'une armée française, belle dans la victoire comme dans la défaite, véritable pilier protecteur de la Nation au sein de laquelle le citoyen-soldat faisait montre de son engagement plein et entier.

Notre armée, devenue objet de fantasme par un peuple qui ne la comprend plus depuis la fin de la conscription militaire, est réduite à peau de chagrin et devant les périls qui s'annoncent sur l'ensemble de la planète semble bien en peine à pouvoir défendre ce que nos anciens ont réussi à accumuler au fil des décennies : un rayonnement planétaire incarné par un espace maritime unique au monde.

Mais que nous ne pouvons, faute de moyens, défendre efficacement face aux différentes agressions extérieures dont il fait l'objet. Elle est pourtant là notre richesse...

Ces constats ont déjà été faits. Il est désormais temps de passer aux solutions.

Et elles existent.

De nombreux auteurs, observateurs de la société, spécialistes dans leurs différents domaines professionnels, ayant mené une réflexion sur les réformes à mener ont su apporter au gré de leurs ouvrages et/ou de leurs interventions radio, télé, internet etc... un nouvel éclairage.

Et surtout forment une réelle lueur d'espoir dans le marasme ambiant dont il est facile de se complaire mais dont il sera difficile de s'extirper si nous ne prenons pas conscience, ensemble, de cette force collective qui nous anime, tournée résolument vers cette protection que tous les français réclament à corps et à cris : la protection du Bien Commun.

C'est ce que je vous propose d'aborder, ensemble, dans le cadre de ces émissions que Nicolas m'a gentiment demandé d'animer.

Soyons prêts à relever ce défi !

-